

Un préavis de grève contre le prêt-bourse à l'Université du Burundi

PANA, 25 mars 2017 Préavis de grève contre le système de bourses d'études universitaires à crédit au Burundi Bujumbura, Burundi – Les étudiants de l'unique université publique du Burundi basée à Bujumbura, comptent entamer une grève à durée indéterminée à partir du 5 avril prochain, si entre temps le décret du 1er février dernier instituant un nouveau système de prêt-bourse d'études et de stages n'aura pas été abrogé, avisent-ils dans une correspondance au chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza.

Le projet de prêt-bourse refait surface après plusieurs années de mise en veilleuse suite à une forte mobilisation des étudiants de l'ancienne université officielle du Burundi (Uob). "Tenant compte de toutes nos requêtes restées jusqu'ici lettre morte, en retour, nous étudiants de l'université du Burundi, décidons de la suspension des activités académiques d'ici le 5 avril 2017", menacent à nouveau les étudiants, en dernier recours. Parmi ces requêtes figure une 'pétition' adressée au chef de l'Etat, en date du 5 décembre dernier, et à laquelle les étudiants disent n'avoir pas obtenu gain de cause. Le ministère de tutelle est également accusé d'avoir classé sans suite une précédente correspondance du 3 novembre 2016 lui demandant d'intercéder auprès du gouvernement burundais, en vue de l'abandon du nouveau système jugé 'désavantageux' pour les étudiants. La communauté universitaire rejette le nouveau système de bourses à crédit pour ses conséquences jugées "néfastes", notamment, la "discrimination" de ceux d'entre eux provenant des milieux pauvres au niveau de l'enseignement supérieur ou encore "la division des étudiants, ainsi que la réduction massive des intellectuels qualifiés dont le pays a pourtant tant besoin". La correspondance réserve des copies pour information à "toutes les missions diplomatiques" accréditées au Burundi, en général, et à la représentation locale de l'organisation des Nations Unies pour la l'éducation, la science et la culture (Unesco). Le conseil d'administration de l'université du Burundi avait vu venir la grogne, à en juger le communiqué du 14 mars dernier, demandant aux étudiants de 'faire preuve d'ouverture et de patience, en attendant la promulgation des textes d'application' du décret incriminé. Des représentants des étudiants ont été brièvement interpellés par la police dans la foulée de la sortie du communiqué du conseil d'administration. Par ailleurs, "toutes les parties prenantes, à savoir la communauté universitaire, les parents et les pouvoirs publics" avaient été sollicités par le conseil d'administration en vue de "soutenir et accompagner cette réforme pour sa mise en application rapide et effective, au vu de ses nombreux avantages". Le texte du communiqué trouvait que le système habituel de la gratuité de la bourse d'études et de stages "ne peut pas perdurer eu égard à la croissance galopante des effectifs et des moyens budgétaires qu'il occasionne". Il est question pour les autorités de l'université du Burundi d'"harmoniser leur vue avec celles des pays de la sous-région et du continent africain qui ont opté, depuis longtemps, pour ce système de prêt-bourse".

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});